

François BURGAT CNRS MMSH IREMAM Aix en Provence



Revue *Mouvements*, (36), Paris, novembre 2004, pp. 77-87

Les courants islamistes contemporains entre « dénominateur commun identitaire » et internationalisation de la résistance à un ordre mondialisé

Résumé : Au cœur du malentendu qui nourrit les tensions entre l'Europe et les États-Unis d'une part, le monde musulman d'autre part, réside une commune difficulté occidentale : celle que nous éprouvons à banaliser notre relation intellectuelle et politique avec des courants, dits islamistes, trop systématiquement considérés comme des obstacles à la modernisation consensuelle du monde.

Abstract : At the core of the severe misunderstanding which is fuelling the ongoing tensions between Europe, the United States and the Muslim world, there resides a difficulty shared by the West as a whole : that of undertaking a rational and well thought-out assessment, first of the political, secondly of the intellectual and ethical roles of the various trends of "Political Islam" or "Radical Islamism", too frequently considered as just so many stumbling-blocks on the road to consensual modernity and the peaceful coexistence of all the world's tribes.

François Burgat

Au cœur du malentendu qui nourrit les tensions entre l'Europe et les États-Unis d'une part, le monde musulman d'autre part, réside une commune difficulté occidentale : celle que nous éprouvons à banaliser notre relation intellectuelle et politique avec des courants, dits islamistes, trop systématiquement considérés

comme des obstacles à la modernisation consensuelle du monde.

La quasi-criminalisation d'une composante politique partout importante et souvent majoritaire résulte du caractère à la fois simplificateur et réactif de la perception que nous en avons. L'irruption récente de la génération « Al-Qaida » est venue rendre encore plus opaque la lecture et le traitement d'une réalité pourtant beaucoup plus diversifiée et évolutive et bien moins « pathologique » qu'on ne le croit.

Dans les pages qui suivent, nous proposons de rappeler d'abord pourquoi le concept de mouvement « islamique » ou « islamiste » ne peut pas être considéré comme opérationnel compte tenu de l'extrême diversité des acteurs qu'il désigne sous une même appellation et pourquoi, en conséquence, l'analyse de situations très différentes doit être dissociée autant que faire se peut de la seule prise en compte de l'islamité du vocabulaire des acteurs politiques impliqués. Nous proposons d'identifier ensuite brièvement les principales causes qui ont conduit une partie de la dernière génération du courant islamiste et à radicaliser d'abord, à internationaliser ensuite sa confrontation avec un ordre lui-même de plus en plus explicitement « mondialisé » et dont la défense ou l'imposition à la planète (symbolisée notamment par la rhétorique du premier grand sommet anti-terroriste de Charm Al-Cheikh en mars 1996) s'est à la fois professionnalisée (et donc « unilatéralisée ») et très largement militarisée.

I De la différence entre *vocabulaire* et *agenda* politiques des acteurs

Il nous paraît essentiel de distinguer d'abord deux niveaux des expressions du phénomène islamiste. Pour démêler le faisceau complexe des déterminations qui ont conduit au formidable échec de l'humanisme sanctionné par les attentats du 11 septembre 2001, il est en effet essentiel de ne pas confondre identité et politique et donc de ne pas faire de la seule « islamité » du vocabulaire qu'emploient les militants d'Al-Qaida l'explication principale de leurs attitudes et de leurs comportements. Il convient donc d'abord de mettre en évidence le processus

historique qui a conduit une génération politique (presque) entière (et pas seulement les membres d'Al Qaida) à réintroduire les références islamique dans leur discours politique avant d'identifier les raisons, souvent parfaitement profanes, qui font que les diverses composantes de cette génération ont choisi tel ou tel *agenda* politique, suivies les voies longues de la libéralisation ou au contraire préféré les raccourcies de la radicalisation.

La matrice identitaire constitue donc à nos yeux le plus grand dénominateur commun analytique qu'il est possible d'appliquer efficacement à toutes les expressions du phénomène islamiste. Mettre en évidence son existence revient à expliquer pourquoi le lexique et le référentiel de la culture islamique ont acquis, dans des mobilisations sociales aussi bien que politiques très diversifiées, une « efficacité » supérieure à ceux qui les ont précédés et, notamment, à ceux du nationalisme ethnique (arabe) dit « laïque ». Mais cela ne permet aucunement pas de préjuger des divers usages qui peuvent être fait en politique de ce référentiel.

Sur cette matrice identitaire et les raisons de la performance mobilisatrice de la culture religieuse musulmane dans l'ex-périphérie coloniale européenne, nous avons proposé de longue date une série d'hypothèses¹ : le retour du lexique de la culture musulmane « héritée » participe, sur le terrain culturel et symbolique, au même processus indépendantiste de « remise à distance » de l'Occident colonisateur d'abord, « néo colonial » puis « impérialiste » ensuite. La mise en évidence du caractère réactif de la (ré) affirmation identitaire islamique est importante car elle permet d'expliquer celles des expressions du courant islamiste qui relèvent de l'irrationnel, et notamment le rejet indiscriminé de certaines dimensions de la modernisation sous le seul prétexte qu'elles sont légitimées par des références et des matériaux symboliques extraits d'une culture « occidentale » perçue comme non endogène. Il explique en même temps le caractère tout aussi irrationnel de la réaction d'une large partie de l'environnement occidental face à des « produits »

¹ *L'Islamisme au Maghreb ; la voix du Sud*, Karthala, 1988 et Payot, 1995 ; *L'Islamisme en face*, La Découverte, 2003 (3^{ème} édition).

politiques (affirmations ou, *a fortiori*, contestations) libellés dans une terminologie « islamique » que nous percevons comme une remise en cause de notre vieux monopole lexical de production de l'universel et de la modernité.

Sur le terrain méthodologique, la prise en compte de l'hypothèse identitaire de la « réislamisation » autorise une première considération essentielle : en tant qu'elle est une mobilisation identitaire, la mobilisation islamiste déborde par nature les limites des groupes sociaux. Sa prise en compte ne peut donc se faire efficacement à l'aide des instruments d'une sociologie classique qui n'utiliserait que des paramètres socio-économiques. Les islamistes en effet ne sont pas pauvres ou sous-employés, pas plus qu'ils ne sont riches, jeunes ou vieux, bourgeois, intellectuels, civils, militaires, hommes ou femmes. Ils sont tout cela à la fois, comme l'étaient historiquement les acteurs d'autres mobilisations manifestant une résistance de type identitaire, nationaliste ou anti-impérialiste à une quelconque domination.

Sauf à emprunter les raccourcis de l'essentialisme et à brandir des concepts homogénéisant artificiellement une réalité complexe (*Jihâd, Fitnah*) et légitimement dénoncés comme produisant « plus de bruit que de lumière² », le second temps de l'analyse doit se garder d'extrapoler les possibilités explicatives du « dénominateur commun » identitaire. Il doit renouer à l'inverse avec la diversité et la complexité des paramètres de la sociologie politique et économique et ne pas faire du référent islamique la causalité principale du comportement des acteurs. Dans cette posture explicative tronquée, mais néanmoins largement répandue, voire dominante, les militants du Hamas ou du Jihad islamique palestinien, les combattants tchéchènes ou les opposants algériens à la junte militaire au pouvoir depuis l'indépendance sont à tort réputés n'avoir adopté le parti de la lutte armée que « parce qu'ils sont des intégristes islamiques » et non parce que, par un recours à bien des égards identique à la seule violence des armes, les Israéliens se maintiennent en Palestine, les Russes en Tchétchénie et les généraux

algériens au pouvoir.

Ce second temps de l'analyse du phénomène islamiste est donc plus complexe que la mise en évidence de la matrice identitaire et il ne saurait se passer de toutes les possibilités qu'offrent les outils de la sociologie politique. Il importe alors de rendre compte de l'extrême diversité des formes d'utilisation, en société ou en politique, depuis l'État ou contre lui, d'un référentiel religieux dont l'extrême « plasticité » normative a été amplement démontrée³. Absent du niveau identitaire (on ne choisit pas le référentiel islamique par ce que l'on est « pauvre »), les déterminations économiques peuvent ici légitimement retrouver leur rang comme facteur, parmi d'autres, de la radicalisation des mobilisations. Sur ce terrain, nous avons pour notre part défendu et documenté l'hypothèse que l'adoption de ce référentiel ne déterminait que très marginalement les modes d'action (violents ou légalistes, autocratiques ou démocratiques) des acteurs, la légitimation du recours à l'action armée pouvant parfaitement se passer du référentiel islamique, l'acceptation sans réserve des exigences de la démocratie pouvant parfaitement s'en accommoder, etc.

Nous soutenons également l'hypothèse que le référentiel islamique ne détermine pas davantage la posture des acteurs par rapport au double processus de la modernisation sociale (notamment la lente affirmation des femmes dans l'espace public, professionnel ou politique) et de la libéralisation politique (limitation du pouvoir des gouvernants et institutionnalisation de sa transmission, protection des individus et des minorités, etc.).

II De la mondialisation du maintien d'un ordre (américain) contesté à la mondialisation d'une résistance « islamique ».

Une fois établie l'origine du recours accru au référentiel de la culture islamique, le second niveau d'analyse doit permettre de déterminer, dans le cas d' »Al

2 Pascal MENORET, « La comédie de l'essentialisme » *L'Humanité*, 20 septembre 2004.

Qaida », les raisons pour lesquelles l'une (et l'une seulement) des composantes de la dernière génération du courant islamiste a opté pour une lecture particulièrement radicale et une instrumentalisation guerrière de ce référentiel. Cette radicalisation s'est opérée, d'une part et d'abord, contre les élites au pouvoir dans le monde musulman et, d'autre part, contre l'Occident en général et les États-Unis et Israël en particulier. Cette radicalisation est à la fois tactique et idéologique. La génération Al-Qaida prône en effet le recours à la lutte armée de préférence à tous les autres modes d'action politique, qu'elle considère comme entièrement discrédités à la lumière de l'expérience légaliste des Frères Musulmans. Mais elle s'appuie ensuite sur une quasi-criminalisation de la « non-appartenance » musulmane qu'elle définit de surcroît de façon particulièrement sélective : outre les « *kufâr* », chrétiens ou juifs, et les élites dites « laïques » au pouvoir dans le monde musulman, les opposants (y compris les Frères Musulmans), qui les combattent, accusés de faire, en acceptant le principe démocratique qui consacre le primat d'une norme « humaine », des concessions inacceptables au primat de la norme (divine) révélée en sont tout autant exclus. Enfin, la stratégie d'Al-Qaida a déplacé les luttes politiques des arènes nationales à l'arène internationale, lui conférant de ce fait sa présente dimension « mondialisante ».

Pour démontrer la spécificité d'Al-Qaida et les ressorts de l'action de ce compartiment d'une génération islamiste, il faut la situer synchroniquement et diachroniquement, à la fois « verticalement », c'est-à-dire dans la temporalité du phénomène islamiste contemporain depuis son émergence, et « horizontalement », c'est-à-dire au regard des autres expressions actuelles du phénomène de réislamisation politique. Qu'ils soient temporels ou spatiaux, il va de soi que ces découpages signalent toutefois des évolutions en cours et des transformations toujours complexes et contradictoires bien plus que des frontières étanches ou des ruptures achevées.

3 Cf Baudouin DUPRET : *Au nom de quel droit. Répertoires juridiques et référence religieuse dans la société égyptienne musulmane contemporaine* (Paris, LGDJ/MSH, 2000).

Situer « horizontalement » la militance d'Al-Qaida revient à rappeler qu'elle est loin de représenter aujourd'hui l'unique forme de la dynamique de « réislamisation » qui s'exprime dans de très nombreux courants aux différences « idéologiques » et « politiques » affirmées. Le mouvement fondateur, celui des Frères musulmans dont ils se sont dissociés – le long d'une ligne tracée en son temps par Sayyed Qutb sous l'effet de la répression du régime nassériste – demeure en fait, à ce jour, très largement majoritaire. Des excroissances « gauchisantes » (tel le parti Wassat ou le parti du Travail égyptien) sont également apparues. Elles s'en prennent aux derniers verrous qui entravent encore à leurs yeux la modernisation du courant « frériste ». À l'opposé, les Salafis semblent surtout avoir voulu se démarquer de la part de cette modernisation – notamment politique – assumée de longue date par les Frères musulmans. Depuis quelques années, il faut enfin ajouter que des résurgences modernisantes des grandes confréries soufies participent de plus en plus manifestement, sur les terrains éducatif et social, mais également politique – à une identique dynamique de « réislamisation⁴ ». Le phénomène islamiste a longtemps été perçu, y compris d'ailleurs par les acteurs des mobilisations concernées, comme radicalement antagonique avec le « mysticisme », l'« apolitisme » ou encore « la modération » qui caractérisent les confréries soufies aux yeux de tous ceux, régimes ou observateurs occidentaux, qui recherchent en terre islamique une alternative rassurante à la contestation islamiste. A de nombreux égards, la frontière se devrait aujourd'hui d'être largement nuancée, de nouvelles passerelles pouvant être attestées entre deux formes de mobilisation qui n'ont en fait jamais été complètement antinomiques.

Pour situer « verticalement » la génération d'Al-Qaida, nous proposons de la replacer dans une temporalité de l'islamisme contemporain qui se décomposerait

4 Cf. notamment Amira KOTB, *La Tariqa Ba'Alawiyya et le développement d'un réseau soufi transnational*, et, plus particulièrement, Alix PHILIPPON, *Le soufisme : l'invention paradoxale d'une nouvelle modernité politique en Islam ? Le cas du Minhaj-ul Quran pakistanais* : Mémoires pour le DEA de Science politique, I.E.P. Aix en Provence, Septembre 2004 (ss la dir de fb).

en trois « générations » successives dont nous n'aborderons ici plus particulièrement que la troisième, celle que personnifie Oussama Ben Laden.

- *La première génération* de l'islamisme moderne a été celle de la résistance à la présence coloniale. Cette résistance « islamique » s'est exprimée dans un premier temps, sur le terrain intellectuel, par la réaction « réformiste » d'Afghani, Abduh et Reda, puis, à partir de 1928, sur le terrain politique mais sans rupture intellectuelle notoire⁵, par Hassan Al-Banna et ses Frères Musulmans. De cette génération essentielle, il faut surtout dire que, si elle a réussi à maintenir la présence de la référence islamique dans le discours nationaliste, elle a échoué, en Egypte, comme en Tunisie ou en Algérie, à en capitaliser les fruits politiques pour accéder au pouvoir. Les premiers islamistes modernes⁶ seront en effet écartés, dans tous les cas, au bénéfice des élites indépendantistes « laïques », au terme d'un processus dont toutes les dimensions (et notamment le rôle joué par les puissances coloniales dans la cooptation de leur « interlocuteur- partenaire » indépendant) n'ont pas encore été complètement éclaircies.

- *La seconde génération*, postérieure à la présence coloniale, est née ensuite d'un double différentiel culturel puis politique des islamistes avec les élites nationalistes parvenues au pouvoir au lendemain des indépendances. Le lexique islamique a été d'abord utilisé pour dénoncer ce que les islamistes percevaient comme les « séquelles culturelles » de l'ère coloniale, et ensuite contre l'autoritarisme croissant des piliers locaux de la « formule politique arabe » naissante, c'est-à-dire les élites nationalistes installées au pouvoir. Cette génération islamiste leur a reproché une sorte de « déficit d'endogénéité », le fait de ne pas assumer une rupture culturelle et symbolique réelle avec l'univers colonial – en d'autres termes, leur inaptitude à parfaire la « remise à distance » du dominant étranger en restaurant le primat du système symbolique « islamique », c'est-à-

⁵ Cf. notamment Tariq RAMADAN, *Aux sources du renouveau musulman. D'al-Afghani à Hassan al-Banna : un siècle de réforme islamique*, Bayard /Centurion, 1998.

⁶ Dont le courant de Malek BENNABI illustre parfaitement la modernité. Cf *Vocation de l'Islam*, Le Seuil, Paris, 1954.

dire « endogène ». La rhétorique islamiste vient alors en quelque sorte prolonger sur le terrain culturel le « vieux » processus nationaliste de remise à distance du colonisateur qui s'était opéré sur le terrain politique jusqu'aux indépendances, puis, avec les « nationalisations » (du pétrole, des terres, du Canal de Suez etc) sur le terrain économique, usant le plus souvent des catégories, notamment marxistes, de la pensée occidentale. Le second grief, qui va émerger plus lentement, a été dirigé contre un autocratisme d'autant moins acceptable qu'il bénéficie de la tolérance et, souvent, du soutien politique particulièrement complaisant de l'ex-environnement colonial, dont les incursions dans les dynamiques internes deviennent de plus en plus évidentes. Les libérateurs indépendantistes vont ainsi être accusés non seulement de reconduire les termes de la domination culturelle mais, de plus en plus, de cautionner une nouvelle « re-dépendance », économique d'abord, politique et même militaire ensuite, vis-à-vis des anciennes puissances coloniales dans un premier temps, et, très vite, de la super-puissance américaine qui a irrésistiblement pris leur relais. Cette formule n'est pas complètement nouvelle.

Dans un texte demeuré largement à l'écart de la curiosité des exégètes les plus pressés de l'histoire d'Al-Qaida, Sayyed Qutb⁷ n'avait-il pas intitulé l'un des chapitres de sa biographie de prison d'un prophétique : *Al-harakat al-islamiya tabda'bi-l-qa'ida* (« Le mouvement islamique commence par *al-qaida*, c'est-à-dire par « la base »), où il présentait les motifs et les objectifs (la protection d'un mouvement menacé à ses yeux d'extermination) de son passage à l'« action directe ». Le petit texte (*Li-madha 'adamuni* : « Pourquoi m'ont-ils exécuté ? ») n'est pas seulement remarquable pour cette sorte d'anticipation terminologique.

⁷ Olivier CARRE, de loin le plus averti des lecteurs français de Qutb, en mentionne l'existence sans vraiment toutefois l'exploiter. Cf. *Mystique et politique ; le Coran des islamistes ; lecture du Coran par Sayyid Qutb, Frère musulman radical (1906-1966)*, Cerf, 2004, p. 23. Cf également William E. SHEPARD: *Sayyid Qutb and Islamic Activism: A Translation and Critical Analysis of Social Justice in Islam*. Social, Economic and Political Studies of the Middle East and Asia) Brill 1996. *Intellectual Origins of Islamic Resurgence in the Modern Arab World*, Ibrahim Abu-Rabi' State University of New-York Press, New-York 1996.

Rédigé par Qutb à la veille de son exécution au terme de semaines passées à subir une pratique – la torture physique – d’une terrible banalité, mais dont la prise en compte demeure si parfaitement absente de l’univers des experts autoproclamés du « terrorisme islamique », il met en perspective la trajectoire de celui que le régime de Nasser, qui avait échoué à le briser intellectuellement, s’apprêtait à mettre à mort. La lecture que fait alors Qutb éclaire moins l’origine « philosophique » ou « théologique » du radicalisme des jihadiens de ce jour qu’elle ne démonte les ressorts profanes de la production de ce radicalisme. Il montre ce faisant que, d’Alger au Caire en passant par Riyad, cette « machine à fabriquer des poseurs de bombes », est demeurée d’une étonnante actualité. Qutb, qui est convaincu que la tentative d’assassinat de Nasser est le produit d’une manipulation où les services britanniques ont trempé, accuse ceux qu’il désigne, à l’instar de Ben Laden quarante ans plus tard, comme les « croisés colonialistes » et leurs alliés « sionistes » d’avoir sciemment concouru ainsi à semer la zizanie entre Jamal ‘Abd al Nasser et les Frères Musulmans d’Hassan al-Banna. La recette de la radicalisation de Qutb comprend donc, déjà, la répression et la manipulation de la violence : fort de sa « tentative d’assassinat », Nasser va emprisonner systématiquement ceux qui n’étaient pas initialement ses opposants. Il va prétendre ensuite avoir dû mater une révolte des Frères Musulmans emprisonnés pour massacrer 17 d’entre eux dans leur cellule. La théologie de guerre se construit au repoussoir que constitue le soutien apporté par une (grande) puissance étrangère à la fois dominatrice et cynique à des élites autochtones manipulées, manipulatrices et dictatoriales. Et la « torture inhumaine » qu’évoque Qutb avec une particulière insistance apparaît bien, en dernière instance, comme le facteur déclenchant de sa radicalisation à la fois « théologique » et « stratégique ».

A près de quarante années d’intervalle, « Li-madha ‘adamuni » éclaire des pans entiers de la gestation de l’imaginaire politique des émules de Ben Laden. Pas plus que celui du « millionnaire saoudien » en lutte contre la corruption répressive de ses élites princières américanisées, l’imaginaire politique de Qutb ne

s'est nourri de représentations seulement idéologisées et caricaturées de la domination qu'il dénonce. De fait, les craintes qu'ils pressent dans les années 1960, que ce soit l'évolution de la question palestinienne ou la dérive répressive des régimes arabes, vont être en grande partie confortées par la plus factuelle des actualités.

- Dans le courant des années 1990, *la troisième génération*, celle d'Al-Qaida va se démarquer du reste de la vaste mouvance islamiste. Cette autonomisation au moins partielle mais surtout cette « montée en puissance » radicale nous paraît être corrélée à une triple catégorie de déterminations :

+ la poussée de l'interventionnisme et de l'unilatéralisme de la première puissance mondiale au lendemain de l'effondrement d'une URSS dont la présence, en divisant le camp occidental, limitait de façon salutaire l'ampleur de son intervention ;

+ l'exacerbation, ensuite, du déni de représentation résultant de « la formule politique arabe » et l'adjonction aux cibles qui mettent en œuvre localement cette formule (« l'ennemi proche » selon l'adjoint de Ben Laden, l'Égyptien Al-Dhawahiri, c'est-à-dire les régimes arabes ⁸) vers ses promoteurs et bénéficiaires étrangers (« l'ennemi lointain ») que sont les États-Unis ;

+ la capitalisation enfin d'un double acquis par les « jihadistes » partisans de l'« action directe » et de la rupture idéologique et politique : le premier acquis est positif et il s'agit de leur participation victorieuse à la résistance contre l'occupation soviétique de l'Afghanistan ; le second, « par défaut », réside dans la défaite de leurs concurrents légalistes, les Frères Musulmans, incapables de crédibiliser, du fait de l'intransigeance politique de leur environnement national et international, la modération de leurs postures tactiques et idéologiques.

II 1. Le néo-interventionnisme et l'unilatéralisme de la première puissance mondiale

Au début des années 1990, au lendemain de la seconde guerre du Golfe et sous l'effet de l'effondrement soviétique, la formule de la domination post-coloniale va céder de plus en plus explicitement le pas à un nouvel ordre « impérial », dominé cette fois par les États-Unis. L'interventionnisme américain, libéré des entraves longtemps imposées par l'alter ego soviétique, connaît en effet de moins en moins de limites. La part et la visibilité de son activisme dans l'édification d'un ordre mondial à la fois économique, politique et culturel s'accroissent sensiblement. L'assise idéologique de cette nouvelle norme, en s'« américanisant » d'une part, en se confessionnalisant d'autre part (par le recours accru de l'administration Bush à la référence chrétienne) et en se privant de l'appui d'un grand nombre de ses partenaires internationaux traditionnels, tend à s'« unilatéraliser » et à accélérer de ce fait sa perte de légitimité universaliste. La banalisation du recours au *hard power* s'opère en proportion de l'identique « affaiblissement idéologique » des énoncés de cet ordre international nouveau aussi bien que de ses relais étatiques locaux (régimes arabes d'une part, Israël d'autre part). Le *hard power*, utilisé dès la « guerre de libération du Koweït », va notamment aboutir à instaurer une présence militaire directe dans plusieurs pays de la péninsule Arabique.

Cette quasi-occupation sera une étape essentielle de la mobilisation guerrière d'Oussama Ben Laden et de ses adeptes. La violence de l'embargo contre l'Irak, la dégradation accélérée des termes de l'échange politique entre Palestiniens et Israéliens après que les accords d'Oslo eurent révélé leurs évidentes limites vont participer ensuite très largement à la perte de crédibilité de l'édifice mondial. La représentation d'un nouvel ordre universaliste, parce que désintéressé et pacifique, cède irrésistiblement le pas à l'image beaucoup moins consensuelle d'un soutien que la super-puissance mondiale apporte par tous les moyens, y compris militaires, à un seul camp, qui se trouve être celui de ses intérêts sécuritaires,

⁸ Dans son ouvrage *Un chevalier à l'ombre du Prophète*, publié en plusieurs épisodes par le quotidien *Al Sharq al Awsat* au mois de décembre 2001.

économiques et idéologiques et de ceux de ses relais étatiques régionaux (Israël) et locaux (les régimes autoritaires largement discrédités).

La première des deux erreurs politiques majeures des promoteurs de l'ordre mondial nouveau, a sans doute été alors de minimiser l'ampleur du discrédit des régimes autoritaires sur lesquels ils prenaient appui. Dans la foulée de la crise iranienne et des malentendus qu'elle a instaurés, la seconde erreur, corollaire, a été de criminaliser, indistinctement, la génération islamiste tout entière, pourtant le principal réservoir d'opposition à ces régimes, du seul fait de l'islamité proclamée de ses références et sans trop se soucier de connaître la réalité de son agenda politique. Dans l'imaginaire de toute une génération musulmane, et, bien évidemment dans le puissant courant islamiste dans son ensemble, les facteurs exogènes des crises politiques internes (l'« ennemi lointain » d'Al-Dhawahiri) vont être ainsi systématiquement associés à cette visibilité accrue du leadership américain dans l'ordre international en général, dans l'ordre régional (israélo-arabe) et dans les ordres étatiques arabes internes en particulier. Dans la mouvance islamiste du « sud », l'internationalisation et la reterritorialisation de la lutte armée s'amorcent en tout état de cause à la même époque : c'est sur ce terroir de la mondialisation d'un ordre marqué à la fois par la domination américaine et par la totale liberté laissée au successeur russe déchu de l'URSS de conduire les guerres coloniales que requiert le maintien des débris de son empire, que germent sans surprise les graines d'une forme de « mondialisation de la résistance » armée. Dans les environnements occidentaux globalement démocratiques, il n'est pas totalement exclu que les propositions du courant alter-mondialiste aient signalé l'existence d'une catégorie de frustrations politiques, économiques et culturelles qui ne sont pas – mutatis mutandis – totalement différentes de celles qui sont à l'origine de l'émergence d'Al-Qaida.

Dans les terroirs où – enjeux pétroliers et sécurité israélienne oblige – la domination occidentale prend une intensité toute particulière et où, par-dessus tout, la formule politique locale discrédite complètement les modes légalistes de

contestation, la radicalisation va déboucher sur l'émergence de la rhétorique révolutionnaire et intolérante de Ben Laden.

II.2. D'Alger à Riyad : l'exacerbation des contradictions de la « formule politique arabe »

La décennie 1990 est à la fois celle de la poussée répressive des ordres étatiques internes arabes et de la systématisation de la coopération sécuritaire qui a permis aux régimes les plus autoritaires de se maintenir au pouvoir.

La formule politique dominante, que nous avons choisi de qualifier de « formule politique » ou « norme institutionnelle » arabe⁹, se caractérise d'abord et avant tout par l'interdiction et, progressivement, la criminalisation des forces politiques réelles. A ces forces réelles, interdites d'accès à la scène politique légale, et qui sont dans presque tous les cas constituées par le tronc commun du courant islamiste, sont substitués des « partenaires » oppositionnels plus ou moins préfabriqués (ou cooptés) à des fins cosmétiques pour les besoins de la mise en scène d'un pluralisme destiné avant tout à l'exportation (« *for the Yankees to see* ¹⁰ »). Pour résorber les tensions inévitables que nourrit le profond déni de représentation qui naît de cette dichotomie entre réel et institutionnel, le recours à la répression (qui implique la banalisation de l'usage de la torture) prend irrésistiblement la place de la participation politique. Enfin, la mise en scène médiatique et la manipulation, souvent massive, des franges extrémistes de l'opposition islamiste (évidente non seulement dans le cas algérien, mais également bien réelle un peu partout ailleurs) sert à justifier le verrouillage sécuritaire de la scène politique légitime et complète le « débrayage » du système électoral ou, plus largement et

⁹ Cf. notamment « De A comme Arafat à Z comme Zîn al-'Abidîn Ben Ali : la pérennité de la formule politique arabe » in *L'Islamisme en face*, op. cit., p. 244 sq.

¹⁰ Cité par Nazih AYUBI *Over-stating the Arab State, Politics and Society in the Middle East*, I.B. Tauris, 1995.

selon l'excellente expression de Mohamed Tozy¹¹, le « désamorçage » du champ politique. *Last but not least*, la « formule politique arabe » est consubstantielle d'un soutien occidental qui ne peut que mettre en évidence de manière criante la géométrie très variable des principes démocratiques et humanistes dont cet Occident, États-Unis et Europe confondus, se dit bruyamment le promoteur. Exemple entre mille, pour ne rien dire des satisfecit attribués à répétition au Général Ben Ali, cette décoration « pour son rôle au service des droits de l'homme et de la démocratie » solennellement remise au chef de l'Etat égyptien par le président français du Sénat en 1990, entre les deux tours d'une élection législative où la terrible machine égyptienne à bourrer les prisons et les urnes avait pourtant fonctionné avec un entrain tout particulier.

Les régimes arabes rémunèrent ce soutien occidental par des concessions, très matérielles, qui vont de l'aide au contrôle des cours du pétrole jusqu'aux commandes d'armement en passant par des prébendes très personnalisées dont l'histoire des relations bilatérales franco-algériennes d'une part, américano-saoudiennes d'autre part, portent la mémoire. Outre la relation entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite, l'archétype de ce modèle est sans doute celui de l'attitude française face à l'interruption du processus électoral par la junte militaire algérienne en 1991 et face au processus de manipulation systématique de la violence et de l'information par lequel cette junte est parvenue depuis lors à se maintenir impunément au pouvoir. En ce qui concerne cet épisode emblématique de la contribution européenne à la fabrication de la génération Al-Qaida, les témoignages journalistiques ou les études académiques de la science politique « légitime » sont demeurés longtemps silencieux sur l'essentiel, c'est-à-dire l'ampleur de la manipulation de la violence¹².

¹¹ « Représentation/Intercession. Les enjeux de pouvoir dans les “champs politiques désamorcés” au Maroc », in Michel CAMAU (dir.), *Changements politiques au Maghreb*, CNRS, 1991, pp. 153-168.

¹² Pour une synthèse journalistique tardive mais essentielle du rôle du pouvoir algérien et de ses soutiens occidentaux dans la montée de la violence politique qualifiée d'islamiste, voir no-

Le premier grand sommet mondial contre le terrorisme (islamique) qui s'est tenu à Charm Al-Cheikh au mois de mars 1996 (soit, à quelques semaines près, au moment du lancement du premier appel de Ben Laden « à la guerre contre les Américains ») constitue à l'évidence un moment particulièrement emblématique de ce processus. L'alliance sécuritaire proclamée des forces américaines et européennes, Russie incluse, ainsi qu'israéliennes, et des régimes arabes les plus dictatoriaux contre un « terrorisme islamique » indistinct (palestinien, tchéchène, algérien, égyptien, etc.) a consacré en fait très cyniquement la criminalisation de toute résistance armée aux dysfonctionnements du front très large des autoritarismes nationaux, régionaux ou mondiaux. En appelant à l'internationalisation de la répression, l'alliance des puissants réunis à Charm Al-Cheikh n'a fait sans surprise que conforter la nécessité déjà perçue par ses opposants de tous ordres de « dénationaliser » eux aussi leur action et de l'internationaliser. C'est cette dynamique que va manifester la mondialisation progressive des réseaux de la révolte d'Al-Qaida.

II.3. L'épisode afghan et la poussée du « camp du refus » des Salafis jihadistes au détriment des Frères Musulmans

L'épisode de l'intégration de plusieurs milliers de jeunes dans les rangs de la résistance afghane à l'occupation soviétique a nourri une troisième série de déterminations que l'analyste de la génération Al-Qaida se doit de prendre prudemment en compte. L'épisode afghan est en fait construit autour de phases et de logiques successives et relativement différentes.

La première phase a été celle de la mobilisation semi-officielle et « légale » (du point de vue de l'environnement arabe et occidental qui l'a vivement encouragé) de jeunes partisans de la résistance armée à l'occupation soviétique de l'Afghanistan au début des années 1980. La fin de l'itinéraire légaliste des

tamment L. AGGOUN et J.-B. RIVOIRE, *Françalgérie : crimes et mensonges d'Etat*, La Découverte, 2004. Sur un autre modèle de la relation pervertie entre environnement occidental et régime

« Afghans arabes » (qui provenaient en fait de l'ensemble du monde musulman) a commencé avec la victoire, qui était également la leur, des *mujahidin* sur le régime de Kaboul et avec le retrait des forces soviétiques.

La trouble phase suivante a été, à partir de 1992, celle d'une guerre civile entre vainqueurs *mujahidin*, dont les « Arabes » ont souvent fait les frais. La nécessité pour la plupart d'entre eux de se replier hors du sanctuaire afghan coïncide alors avec une répression des régimes arabes qui se méfient désormais de ceux qu'ils ont imprudemment envoyés ou laissés partir se former « au Jihad ».

L'arrivée au pouvoir des Talibans en 1996 renverse une nouvelle fois la donne. L'accord passé entre Oussama Ben Laden et le nouveau régime va être cautionné par Aïman al-Dhawahiri, qui décide, dans ce contexte, de déplacer le front de sa vieille (et infructueuse) lutte contre l'ennemi étatique égyptien « proche » vers un ennemi (américain) certes « lointain », mais qui rassemble contre lui un nombre exponentiellement croissant de mécontents. C'est cette dernière phase qui donne le signal du déploiement « légal » (du point de vue de leurs hôtes afghans) des réseaux internationaux d'Al-Qaida.

L'épisode afghan – autrement dit l'occasion donnée à dix ou quinze mille jeunes musulmans (entre 10 et 15 000) de toutes nationalités de participer victorieusement à la lutte armée contre la seconde puissance mondiale de l'époque – a joué à l'évidence (comme le fera, dans une certaine mesure, la guerre des Balkans et, plus encore, celle de Tchétchénie) un rôle très significatif dans la naissance et l'affirmation de la génération Al-Qaida. Il ne saurait être pour autant érigé en facteur explicatif unique ou même central. Plus encore qu'une simple opportunité d'entraînement militaire, l'Afghanistan a simplement facilité le « passage à l'acte » d'une sensibilité de la dernière génération islamiste, en lui fournissant un terrain favorable, et accéléré la circulation et la montée en puissance transnationale de sa stratégie révolutionnaire. Il a par-dessus tout donné crédit, aux dépens des autres stratégies de l'islamisme contemporain, à

(l'Arabie Saoudite) illégitime, voir J.-M. FOULQUIER, *La dictature protégée*, Albin Michel, 1995.

l'efficacité ou simplement à la faisabilité de la lutte armée contre l'un des piliers de l'ordre mondial. En effet, la poussée du « camp du refus », composé d'une minorité de salafis qui sont devenus partisans de l'action armée, a été favorisée aussi bien par l'échec des luttes conduites dans les enceintes « nationales » (Egypte et Algérie notamment) que par l'absence de débouchés des stratégies légalistes prônées par les composantes islamistes concurrentes, notamment et surtout les Frères Musulmans.

L'environnement politique particulièrement conservateur de la société afghane, la proximité des membres fondateurs des réseaux avec des mouvements (les Talibans) nés dans cet environnement doivent être également pris en compte pour expliquer certains des repères particulièrement conservateurs de ces Salafis¹³ « jihadistes » qui incarnent aujourd'hui la trop célèbre « base » de la plus meurtrière des résistances aux dysfonctionnements profonds de l'ordre légal du monde.

F.B.

¹³ Sur l'itinéraire qui conduit le courant salafi à s'affirmer en se démarquant, au début des années 1980, des réformes assumées par le courant des Frères Musulmans, cf notamment F.B. et Mohamed SBITLI, « Les Salafis au Yémen ou la modernisation malgré tout » in *Chroniques Yéménites*, 2002, [http : www.cy.revues.org](http://www.cy.revues.org)